



**PRÉFÈTE
DE L'INDRE-
ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n°2 des Ailes
25-26 rue des Ailes
37210 PARCAY MESLAY

PARCAY MESLAY, le 08/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/11/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AXEREAL

36 rue de la Manufacture
CS 40639
45160 Olivet

Références : LSAEX 2022-1223
Code AIOT : 0010003934

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/11/2022 dans l'établissement AXEREAL implanté La Gare 37310 REIGNAC SUR INDRE. L'inspection a été annoncée le 17/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AXEREAL
- La Gare 37310 REIGNAC SUR INDRE
- Code AIOT : 0010003934
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

La société AXEREAL exploite sur le territoire de la commune de Reignac-sur-Indre, un complexe céréalier comportant notamment des installations de stockage en vrac de céréales réparties en trois silos.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- le maintien des mesures de protection mises en place contre les explosions dans les installations de stockage de céréales (découplage et événements) et des moyens de lutte contre l'incendie ;
- la prévention des risques accidentels, notamment les risques liés aux appareils de manutention, l'application des consignes de sécurité (nettoyage, ...), les dispositifs de protection contre la foudre, l'entretien des installations électriques.
- le double asservissement des installations de manutention au système d'aspiration ;
- les détecteurs de dysfonctionnement installés sur la manutention des installations de stockage en vrac de céréales ;
- le report des alarmes associées aux détecteurs de dysfonctionnement susvisés.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	2_Installations électriques – ATEX	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Gestion des suites de la visite d'inspection du 04 juillet 2019 (NC1)	Arrêté Préfectoral du 21/04/2006, article 26	/	Sans objet
2	Gestion des suites de la visite d'inspection du 04 juillet 2019 (NC2)	Arrêté Préfectoral du 21/04/2006, article 12.2	/	Sans objet
3	Gestion des suites de la visite d'inspection du 04 juillet 2019 (NC3)	Arrêté Préfectoral du 21/04/2006, article 17	/	Sans objet
4	1_Règles d'implantation	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 7	/	Sans objet
6	3_Protection contre le risque foudre	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	/	Sans objet
7	4_Découplage – événements	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 10	/	Sans objet
8	5_Gestion des situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11	/	Sans objet
9	6_Surveillance des conditions de stockage	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14	/	Sans objet
10	7_Installations de manutention des céréales	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion des suites de la visite d'inspection du 04 juillet 2019 (NC1)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/04/2006, article 26
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie/colonnes sèches
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques.
Constats : Pas de non-respect constaté
Observations : Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté un rapport de vérification périodique pour l'ensemble des colonnes sèches du site. Vérification faite par EUROFEU datant du 09/03/2022. Le rapport n'appelle pas d'observation. La NC1 est soldée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Gestion des suites de la visite d'inspection du 04 juillet 2019 (NC2)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/04/2006, article 12.2
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de prévention des incendies et explosions, zones ATEX
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations électriques, y compris celles des systèmes mobiles sont conçues, réalisées et contrôlées conformément au décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988, relatif à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes françaises ou européennes qui lui sont applicables. Il est remédié à toute défectuosité relevée dans les délais les plus brefs afin que le matériel reste en bon état et en permanence conforme à ses spécifications techniques d'origine.
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : La consultation du rapport DEKRA relatif à la vérification des installations électriques daté du 16/08/2022 fait apparaître 3 non-conformités de niveau 1 et 2. L'exploitant a fait procéder à la levée de toutes les non-conformités de niveau 1 et 2 par la société INEO en date du 15/09/2022. La NC2 est soldée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Gestion des suites de la visite d'inspection du 04 juillet 2019 (NC3)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/04/2006, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Découplage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Lorsque le découplage est assuré par des portes, celles-ci sont maintenues fermées, hors passage, au moyen de dispositifs mécaniques.
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : Le loquet de la porte de découplage entre la galerie sur cellules et la tour n°2 est fonctionnel. La NC3 est soldée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Règles d'implantation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Distances d'isolement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tout local administratif doit être éloigné des capacités de stockage et des tours de manutention. Cette distance est d'au moins 10 m pour les silos plats et 25 m pour les silos verticaux. On entend par local administratif, un local où travaille du personnel ne participant pas à la conduite directe de l'installation (secrétaire, commerciaux...).Les locaux utilisés spécifiquement par le personnel de conduite de l'installation (vestiaires, sanitaires, salles des commandes, poste de conduite, d'agrèage et de pesage...) ne sont pas concernés par le respect des distances minimales fixées au 1er alinéa du présent article.
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : Le contrôle relatif à l'éloignement des locaux administratifs par rapport aux capacités de stockage et aux tours de manutention n'appelle pas d'observation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques d'incendie et d'explosion
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.</p> <p>Les appareils et systèmes de protection susceptibles d'être à l'origine d'explosions notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, doivent au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> - appartenir aux catégories 1D, 2D ou 3D pour le groupe d'appareils II (la lettre "D" concernant les atmosphères explosives dues à la présence de poussières) ; - ou disposer d'une étanchéité correspondant à un indice de protection IP 5X minimum (enveloppes "protégées contre les poussières " dans le cas de poussières isolantes, norme NF 60-529), et posséder une température de surface au plus égale au minimum : des 2/3 de la température d'inflammation en nuage, et de la température d'inflammation en couche de 5 mm diminuée de 75°C. <p>Le silo est efficacement protégé contre les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ; - l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté. <p>Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
Constats : Le rapport de vérification établi par l'organisme de contrôle suite à la vérification du 16/08/2022 fait apparaître plusieurs remarques.
Observations : La consultation du rapport DEKRA du 16 août 2022 préconise le remplacement de 7 dispositifs d'éclairage vieillissants ainsi qu'un BAES clignotant en zone ATEX.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Protection contre le risque foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques d'incendie et d'explosion
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le silo est efficacement protégé contre les risques liés à la foudre. Les mesures de protection contre le risque foudre mis en place répondent aux dispositions de la section III de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié. Le silo ne doit pas disposer de relais, d'antenne d'émission ou de réception collective sous ses toits, excepté si une étude technique justifie que les équipements mis en place ne sont pas source d'amorçage d'incendie ou de risque d'explosion de poussières. Les conclusions de cette étude doivent être prises en compte dans l'étude préalable relative à la protection contre la foudre.
Constats : Pas de non-respect constaté
Observations : Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté un rapport de vérification périodique visuelle de protection contre la foudre daté du 15/12/2020 (SOCOTEC), ce rapport n'appelle pas d'observation. Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté un rapport de vérification périodique complète de protection contre la foudre daté du 19/11/2021 (SOCOTEC), ce rapport n'appelle pas d'observation. Une visite d'inspection visuelle en date du 14/11/2022 est en attente de réception du rapport de vérification périodique par l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de protection
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place les mesures de protection adaptées aux silos et aux produits permettant de limiter les effets d'une explosion et d'en empêcher sa propagation, sans préjudice des dispositions du code du travail. Il assure le maintien dans le temps de leurs performances.</p> <p>Dans le cas de présence de tiers tels que définis dans le premier alinéa de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004, soit dans les distances d'éloignement forfaitairement définies à l'article 6 précité, soit dans les zones des effets létaux et irréversibles mises en évidence par l'étude de dangers, et dans le cas des silos portuaires, ces mesures de protection consistent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - en des dispositifs de découplage qui doivent concerner la tour de manutention et les communications avec les espaces sur-cellules ou sous-cellules, ainsi que les communications entre ces espaces et les cellules de stockage ; - et des moyens techniques permettant de limiter la pression liée à l'explosion dans les volumes découplés (dans la tour de manutention, les espaces sur-cellules et sous-cellules si la galerie est non enterrée) tels que des événements de décharge ou des parois soufflables, dimensionnés selon les normes en vigueur. <p>Si la configuration du site ne permet pas de mettre en œuvre ce découplage, un dispositif technique de protection d'efficacité équivalente permettant d'éviter la propagation des explosions doit être mis en place. Dans les silos existants, en cas d'impossibilité technique de mise en place des surfaces soufflables ou des événements dans des espaces sous-cellules et des tours de manutention en béton, les équipements présents dans les volumes non éventés (élévateurs, transporteurs, dépoussiéreurs, nettoyeurs, émotteurs, séparateurs, broyeurs, filtres, etc.) doivent au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> - être rendus aussi étanches que possible et être équipés d'une aspiration (excepté pour les filtres), afin de limiter les émissions de poussières inflammables, - et (excepté pour les transporteurs) : - posséder des surfaces éventables ou être dimensionnés de façon à résister à l'explosion, ou être équipés d'un dispositif de suppression de l'explosion ; - et/ou disposer d'un découplage permettant d'éviter que l'explosion ne se propage dans une canalisation ou par une alimentation ou disposer d'un dispositif d'isolation de l'explosion. <p>Dans le cas de l'absence de tiers ou présence de voies de communication moins fréquentées (moins de 2 000 véhicules par jour ou 30 trains de voyageurs par jour), dans les zones définies ci-dessus, l'exploitant doit avoir fait la démonstration d'une maîtrise suffisante des risques d'explosion et doit mettre en place les mesures appropriées à ces risques.</p>
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : Le contrôle par sondage concernant la mise en place des mesures de protection au sein des silos 1,2 et 3 n'appelle pas d'observation. Un état récapitulatif de ce contrôle est joint en annexe 1 du présent rapport.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Gestion des situations d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de défense incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement doit être pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger.</p> <p>Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques.</p> <p>Les cellules de stockage des silos béton fermées doivent être conçues et construites afin de permettre l'inertage par gaz en cas d'incendie. Cette disposition ne s'applique pas aux cellules de stockage contenant du sucre.</p> <p>Des procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence sont rédigées par l'exploitant et communiquées aux services de secours. Elles doivent notamment comporter :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le plan des installations avec indication : - des phénomènes dangereux (incendie, explosion, etc.) susceptibles d'apparaître ; - les mesures de protection définies à l'article 10 ; - les moyens de lutte contre l'incendie ; - les dispositifs destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours ; - les stratégies d'intervention en cas de sinistre ; - et le cas échéant : - la procédure d'inertage ; - la procédure d'intervention en cas d'auto-échauffement.
Constats : Pas de non respect-constaté.
<p>Observations : L'inspection a vérifié que l'exploitant s'assure de la vérification périodique des extincteurs ainsi que des colonnes sèches du site. L'inspection a consulté le rapport d' EUROFEU relatif à la dernière vérification périodique annuelle</p> <p>des extincteurs du site réalisée le 04/02/2022 : le rapport conclut au bon fonctionnement des 79 extincteurs du site (dont 6 appareils remplacés dans le cadre de la réépreuve).</p> <p>L'inspection a vérifié que l'exploitant s'assure de la vérification périodique des colonnes sèches du site.L'inspection a consulté le rapport d'EUROFEU relatif à la dernière vérification périodique annuelle des colonnes sèches du site.Ce rapport conclut au bon fonctionnement de celles-ci.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Surveillance des conditions de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques d'incendie et d'explosion
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit s'assurer périodiquement que les conditions d'ensilage des produits (durée de stockage, taux d'humidité, température, etc.) n'entraînent pas des dégagements de gaz inflammables et des risques d'auto-échauffement. La température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes de surveillance appropriés et adaptés aux silos. Les relevés de température donnent lieu à un enregistrement.
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : Une silothermométrie fixe permet de surveiller les conditions de stockage (température) des céréales: Silo n°1: une sonde par cellules avec 5 points de contrôle ou capteurs Silo n°2: une sonde par cellules avec 5 points de contrôle ou capteurs Silo n°3: une sonde par cellules avec 5 points de contrôle ou capteurs Le contrôle par sondage du suivi en continu de la température des grains stockés dans la cellule S1C15 n'appelle pas d'observation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Installations de manutention des céréales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques d'incendie et d'explosion
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les filtres à manche sont protégés par des événements (sauf impossibilité technique), qui, dans la mesure du possible, débouchent sur l'extérieur. Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation. Les installations de manutention sont asservies au système d'aspiration avec un double asservissement : elles ne démarrent que si le système d'aspiration est en fonctionnement, et, en cas d'arrêt du système d'aspiration, le circuit doit immédiatement passer en phase de vidange et s'arrêter une fois la vidange terminée, ou s'arrêter en cas d'arrêt du système d'aspiration, après une éventuelle temporisation adaptée à l'exploitation. Les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de la flamme.
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : Le contrôle par sondage du fonctionnement des installations de transfert des céréales et du système de dépoussiérage n'appelle pas d'observation. Un état récapitulatif de l'ensemble des contrôles effectués concernant le fonctionnement des installations de transfert des céréales et du système de dépoussiérage est joint en annexe 2 du présent rapport.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet